



CHAPITRE 81

CHAPTER 81

Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal

An Act to amend the act 15 George V, chapter 45, respecting Protestant schools in and around the city of Montreal, and to assure appropriate revenues for the Montreal Protestant Central School Board

[Sanctionnée le 10 mai 1947]

[Assented to, the 10th of May, 1947]

Préambule.

ATTENDU que le Bureau central des écoles protestantes de Montréal, ci-après appelé le Bureau central, a représenté par sa pétition qu'il a été constitué en corporation par la loi 15 George V, chapitre 45, sanctionné le 3 septembre 1925 et modifiée par les lois 16 George V, chapitre 47; 17 George V, chapitre 42; 18 George V, chapitre 51; 18 George V, chapitre 52; 18 George V, chapitre 53; 19 George V, chapitre 48; 19 George V, chapitre 49; 20 George V, chapitre 59; 20 George V, chapitre 60; 21 George V, chapitre 65; 24 George V, chapitre 43; 1 Édouard VIII, chapitre 17; 3 George VI, chapitre 73, et 8 George VI, chapitre 15;

Attendu que les revenus annuels du Bureau central dépendent dans une importante mesure du montant des taxes scolaires perçues dans les municipalités sous sa juridiction; et

Attendu que le montant des taxes scolaires perçues dans chacune desdites municipalités dépend de l'évaluation qu'elles font de la propriété immobilière située sur leur territoire et assujettie à l'impôt scolaire; et

Attendu qu'il y a un manque d'uniformité quant à la base servant à l'évaluation de la propriété immobilière, dans les municipalités dont le territoire est soumis à

WHEREAS the Montreal Protestant Preamble.

Central School Board hereinafter called the Central Board has, by its petition, represented that it was incorporated by the act 15 George V, chapter 45, assented to on September 3rd, 1925, and amended by the acts 16 George V, chapter 47; 17 George V, chapter 42; 18 George V, chapter 51; 18 George V, chapter 52; 18 George V, chapter 53; 19 George V, chapter 48; 19 George V, chapter 49; 20 George V, chapter 59; 20 George V, chapter 60; 21 George V, chapter 65; 24 George V, chapter 43; 1 Edward VIII, chapter 17; 3 George VI, chapter 73; and 8 George VI, chapter 15;

Whereas the annual revenues of the Central Board depend in an important part upon the amounts of school taxes collected in the municipalities under its jurisdiction; and

Whereas the amounts of school taxes collected in each of the said municipalities depend upon the valuation made, by such municipalities, of immovable*property situated therein and subject to school taxes; and

Whereas there is lack of uniformity in the basis upon which immovable property is valued by the different municipalities the territory of which is subject

la juridiction du Bureau central pour fins scolaires protestantes; et

Attendu que, pour uniformiser la base de l'évaluation de la propriété immobilière pour fins de taxation scolaire dans toutes les municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau central pour fins scolaires protestantes, il est nécessaire que le Bureau central ait, pour égaliser la base des évaluations, un pouvoir similaire au pouvoir conféré aux commissaires ou syndics des municipalités scolaires sous l'empire de l'article 373 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59); et

Attendu que durant l'année scolaire expiré le 30 juin 1946, le revenu total du Bureau central provenant des taxes scolaires perçues dans les municipalités dont le territoire est soumis à sa juridiction pour fins scolaires protestantes, a été presque identique au revenu perçu durant l'année scolaire expirée le 30 juin 1927; et

Attendu que, durant cette période, les dépenses ordinaires et indispensables du Bureau central ont grandement augmenté; et

Attendu que le taux de l'impôt scolaire, sur la propriété immobilière comprise dans les municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau central pour fins scolaires protestantes, est fixé par la loi et n'a pas varié depuis 1925; et

Attendu que le Bureau central trouve impossible d'administrer les affaires du système scolaire sous son contrôle de manière à maintenir, entre les recettes et les dépenses, l'équilibre voulu par la loi; et

Attendu qu'il est nécessaire aussi que le Bureau central ait le pouvoir de fixer, annuellement, des taux uniformes pour l'imposition des taxes scolaires dues à raison des immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre dans toutes les municipalités dont le territoire est soumis à sa juridiction pour fins scolaires protestantes, de manière que les taxes scolaires rapportent un revenu correspondant à ses besoins; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

to the jurisdiction of the Central Board for Protestant school purposes; and

Whereas, in order to procure uniformity for school tax purposes, in the basis of valuation of immoveable property in all of the municipalities the territory of which is subject to the jurisdiction of the Central Board for Protestant school purposes, it is necessary that the Central Board should have power to equalise the basis of valuations, similar to the power conferred upon commissioners or trustees of school municipalities under section 373 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59); and

Whereas the total receipts of the Central Board, from school taxes collected in the municipalities the territory of which is subject to its jurisdiction for Protestant school purposes, during the school year ended June 30th, 1946, were almost identical with those collected during the school year ended June 30th, 1927; and

Whereas during the said period the ordinary and essential expenditures of the Central Board have greatly increased; and

Whereas the rate of school taxes upon immoveable property within the municipalities the territory of which is subject to the jurisdiction of the Central Board for Protestant school purposes is fixed by statute and has remained unchanged since 1925; and

Whereas the Central Board has found it impossible to administer the affairs of the educational system, under its control in such manner that equilibrium will be maintained between revenue and expenditure as required by law; and

Whereas it is also necessary that the Central Board should have the power to fix, annually, uniform rates of school taxes payable in respect of immoveable properties entered upon the Protestant and Neutral Panels in all municipalities the territory of which is subject to its jurisdiction for Protestant school purposes, so as to produce revenues from school taxes consistent with its needs; and

Whereas it is expedient to grant the prayer of the said petition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interpré-
tation.

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et les termes auront le sens qui leur est attribué dans la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

1. In this act, unless the context otherwise requires, words and terms shall have the meaning ascribed to them in the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59).

Examen.

2. Le Bureau central peut, de temps en temps, faire l'examen des immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre, et les rôles d'évaluation d'icelles, dans toute municipalité dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau central pour fins scolaires protestantes, afin de s'assurer si les évaluations, dans cette municipalité, sont établies sur une base égale à la base des évaluations faites dans la cité de Montréal, et le Bureau central peut charger des évaluateurs et des experts de procéder aux examens nécessaires et de lui faire rapport; ces évaluateurs et experts auront les pouvoirs décrits à l'article 374 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

2. The Central Board may from time to time examine the immovable properties entered on the Protestant and Neutral Panels, and the valuation rolls thereof, in any municipality the territory of which is subject to the jurisdiction of the Central Board for Protestant school purposes, in order to ascertain whether the valuations in such municipality are established on a basis equal to the basis of the valuations made in the city of Montreal, and the Central Board may employ valuers and experts to make the necessary examinations and to submit reports to the Central Board; such valuers and experts shall have the powers described in section 374 of the Education Act (Revised Statutes 1941, chapter 59).

Nouveau
rôle, etc.

3. Si le Bureau central est d'avis que les évaluations ou l'une des évaluations inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité, ne sont pas établies sur une base égale à la base des évaluations faites dans la cité de Montréal, le Bureau central peut préparer ou faire préparer un nouveau rôle ou un rôle modifié de tous les immeubles et de tout immeuble inscrits sur la liste protestante et la liste neutre dans cette municipalité autre que la cité de Montréal, et peut ordonner, par une résolution, que ce rôle nouveau ou modifié remplace, pour toutes fins de cotisation et de perception des taxes scolaires à raison des immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre, le rôle d'évaluation jusque-là en usage dans cette municipalité.

3. If the Central Board is of the opinion that the valuations, or any of them, appearing on the valuation roll of any such municipality are not established on a basis equal to the basis of the valuations made in the city of Montreal, the Central Board may prepare or cause to be prepared a new or an amended valuation roll of all or any immovable properties entered on the Protestant and Neutral Panels in such municipality other than the city of Montreal, and may by resolution direct that such new or such amended valuation roll shall replace, for all purposes of assessment and collection of school taxes in respect of immovable properties entered on the Protestant and Neutral Panels, the valuation roll theretofore in use by such municipality.

Rôle
remplacé.

4. A compter du dépôt dans la municipalité intéressée des copies en duplicata de ce rôle d'évaluation nouveau ou modifié, accompagnées d'une copie de la résolution mentionnée à l'article 3 de la pré-

4. Upon the deposit, with the municipality concerned, of duplicate copies of any such new or such amended valuation roll, accompanied by a copy of the resolution mentioned in section 3 of this act

sente loi, certifiée par le secrétaire-trésorier du Bureau central, ce rôle d'évaluation nouveau ou modifié remplacera, pour toutes fins de cotisation et de perception des taxes scolaires à raison des immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre, le rôle d'évaluation jusque-là en usage dans cette municipalité; pourvu, toutefois, qu'aucun rôle de cotisation ou de perception entrant en vigueur à compter de son dépôt au bureau du trésorier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité moins de trente jours après ne puisse être affecté par ce rôle d'évaluation nouveau ou modifié.

Plainte.

5. Tout contribuable affecté par ce rôle d'évaluation nouveau ou modifié peut, dans les quinze jours à compter du dépôt d'icelui mentionné à l'article 4 de la présente loi, se plaindre au surintendant, de l'évaluation y inscrite de sa propriété, en déposant une plainte par écrit au Bureau central, motivant cette plainte et précisant l'évaluation qui, selon lui, aurait dû être attribuée à sa propriété, et le Bureau central transmettra toutes ces plaintes au surintendant.

Pouvoirs du surintendant.

6. Le surintendant étudiera toutes ces plaintes en même temps que toute représentation écrite que le Bureau central pourra soumettre à leur sujet, et il pourra entendre toutes les parties intéressées et exercer le pouvoir d'ordonner de nouvelles évaluations décrit à l'article 373 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

Nouvelle modification.

7. Dans les trente jours de la réception d'une plainte faite aux termes des dispositions de l'article 5 de la présente loi, le surintendant peut, par écrit adressé à la municipalité intéressée et au Bureau central, ordonner que le rôle d'évaluation, nouveau ou modifié, soit, s'il y a lieu, de nouveau amendé de la façon par lui spécifiée; ce rôle sera alors en vigueur en vertu de l'article 4 de la présente loi mais sera considéré comme modifié dans la mesure ainsi ordonnée avec effet à compter de la date où il aura été ainsi déposé. Toute plainte à laquelle le surintendant n'aura pas fait droit en tout ou en partie en

certified by the Secretary-Treasurer of the Central Board, such new or such amended valuation roll shall replace, for all purposes of assessment and collection of school taxes in respect of immoveable properties entered on the Protestant and Neutral Panels, the valuation roll theretofore in use by such municipality; provided, however, that no assessment roll or collection roll coming into force by deposit in the office of the treasurer or secretary-treasurer of the municipality less than thirty days thereafter shall be affected by such new or such amended valuation roll.

5. Any ratepayer affected by such new or such amended valuation roll may, within fifteen days from the deposit thereof mentioned in section 4 of this act, complain to the Superintendent against the valuation of his property as shown thereon by filing a written complaint with the Central Board, stating the grounds of his complaint and the valuation which he thinks should have been placed upon his property, and the Central Board shall forward all such complaints to the Superintendent.

6. The Superintendent shall consider all such complaints together with any written representations which the Central Board may submit with respect thereto, and may hear all interested parties and exercise the power of ordering new valuations which is described in section 373 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59).

7. Within thirty days from the receipt of any complaint made under the provisions of section 5 of this act, the Superintendent may, by writing addressed to the municipality concerned and to the Central Board, order such amendment, if any, as he may therein specify, to the new or amended valuation roll which shall then be in force by virtue of section 4 of this act, and such valuation roll shall thereupon be deemed to be amended to the extent so ordered, with effect from the date of deposit thereof. The Superintendent shall be deemed to have dismissed any complaint not granted in

ordonnant une modification de la manière et dans le délai prescrit dans le présent article sera censée avoir été rejetée par lui; pourvu, cependant, que le surintendant puisse, en écrivant dans les trente jours à la municipalité intéressée et au Bureau central, prolonger ledit délai de trente jours jusqu'à une date qu'il indiquera dans cet écrit, et la date ainsi indiquée sera dès lors substituée, pour les fins du présent article, à la date de l'expiration du délai originaire de trente jours mentionné au présent article.

whole or in part by the ordering of an amendment in the manner and within the delay specified in this section; provided, however, that the Superintendent may, by writing addressed within the said thirty days to the municipality concerned and to the Central Board, extend the said delay of thirty days to a date to be named in such writing, and the date so named shall thereupon be substituted, for all purposes of this section, for the date of expiry of the original delay of thirty days herein mentioned.

1925,
c. 45,
a. 16, am.

8. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par la loi 16 George V, chapitre 47, article 1 et remplacé par les lois 17 George V, chapitre 42, article 2, et 18 George V, chapitre 51, article 1, et de nouveau modifié par les lois 18 George V, chapitre 52, article 1; 19 George V, chapitre 48, article 2, et 20 George V, chapitre 60, article 1, et de nouveau remplacé par la loi 21 George V, chapitre 65, article 2, et de nouveau modifié par les lois 24 George V, chapitre 43, article 3; 2 George VI, chapitre 120, article 1 et 9 George VI, chapitre 89, article 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 8, les paragraphes suivants:

8. Section 16 of the act 15 George V, 1925, chapter 45, as amended by the act 16 c. 45, s. 16, am. George V, chapter 47, section 1, and as replaced by the acts 17 George V, chapter 42, section 2, and 18 George V, chapter 51, section 1, and again amended by the acts 18 George V, chapter 52, section 1, 19 George V, chapter 48, section 2, and 20 George V, chapter 60, section 1, and again replaced by the act 21 George V, chapter 65, section 2, and again amended by the acts 24 George V, chapter 43, section 3, 2 George VI, chapter 120, section 1 and 9 George VI, chapter 89, section 1, is again amended by adding thereto, after subsection 8 thereof, the following subsections:

Fixation
du taux.

"9. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le taux de la taxe scolaire protestante pourra être fixé chaque année le sept février au plus tard par une résolution du Bureau central mais n'excèdera pas quinze millièmes dans la piastre. Le taux ainsi fixé sera le taux de la taxe scolaire protestante pour l'année scolaire commençant le 1er juillet qui suivra l'adoption de ladite résolution et ladite taxe sera prélevée, perçue et versée par toutes les cités, villes et autres municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau central pour fins scolaires protestantes, de la manière prescrite dans le présent article; pourvu, toutefois, que le taux de la taxe scolaire protestante pour l'année scolaire commençant le 1er juillet 1947 soit ainsi fixé le quinze mai 1947 au plus tard. Avis de toute résolution du Bureau central fixant le taux de la taxe scolaire protestante conformément aux dispositions du présent paragraphe sera donné par lettre recom-

"9. Notwithstanding the provisions of subsection 1 of this section, the rate of the Protestant School tax may be fixed not later than the seventh day of February in each year by resolution of the Central Board but shall not exceed fifteen mills in the dollar. The rate so fixed shall be the rate of Protestant School tax for the school year commencing on the first day of July next following the passing of the said resolution, and the said tax shall be levied, collected and remitted by all the cities, towns and other municipalities whose territory is subject to the jurisdiction of the Central Board for Protestant school purposes, in the manner provided in this section; provided, however, that the rate of the Protestant School tax for the school year commencing on the first day of July, 1947, shall be so fixed not later than the fifteenth day of May, 1947. Notice of any resolution of the Central Board fixing the rate of the Protestant School tax in accordance with the provisions of this

Fixation
of rate.

mandée mise à la poste dans les cinq jours qui suivront l'adoption de la résolution, et adressée au directeur des finances de la cité de Montréal et au trésorier ou secrétaire-trésorier de chacune des autres municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau central pour fins scolaires protestantes.

Fixation
du taux.

"9a. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, le taux de la taxe, imposée sur les propriétés immobilières inscrites sur la liste neutre dans chaque cité, ville ou autre municipalité dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau central, sera fixé par le Bureau central de la même manière et avec les mêmes effets et formalités prescrits pour la taxe des écoles protestantes par le paragraphe 9 du présent article, mais le taux de la taxe ainsi fixé ne devra pas excéder dix-sept millièmes dans la piastre."

Taux.

9. Nonobstant toute loi et règlement à ce contraire, les taux de la taxe scolaire pour les protestants et les neutres, dans la cité de Montréal, pour l'année commençant le 1er mai 1947, seront ceux fixés conformément à l'article 8 de la présente loi. Le règlement No 1828 et le budget adoptés par la cité de Montréal pour l'exercice 1947-48 seront automatiquement modifiés en conséquence et le directeur des finances de ladite cité devra faire les changements requis aux rôles et livres de ladite cité.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

subsection shall be given by registered letters mailed within five days following the passing of the resolution, and addressed to the Director of Finance of the city of Montreal and to the treasurer or secretary-treasurer of each of the other municipalities whose territory is subject to the jurisdiction of the Central Board for Protestant school purposes.

"9a. Notwithstanding the provisions of subsection 2 of this section, the rate of the tax, imposed upon the immoveable property entered on the neutral panel in each city, town or other municipality the territory of which is subject to the jurisdiction of the Central Board, shall be fixed by the Central Board in the same manner and with the same effect and formalities prescribed for the Protestant School Tax by subsection 9 of this section, but the rate of tax so fixed shall not exceed seventeen mills in the dollar."

9. Any law or by-law to the contrary notwithstanding, the rates of the Protestant and neutral panel school taxes in the city of Montreal for the year commencing May 1st, 1947 shall be those fixed in conformity with section 8 of this act. By-law No. 1828 and the budget adopted by the city of Montreal for the fiscal year 1947-48 shall be automatically amended accordingly and the Director of Finance of the said city shall make all necessary changes in the rolls of the said city.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.